

SOMMAIRE

- **Prud'hommes de Châteaudun : le licenciement des premiers salariés de Flextronics jugé irrecevable**
- **Dell Montpellier : les commerciaux rejettent le nouveau calcul de leur salaire**
- **Navigants Air France : la compagnie veut économiser 120 millions par an**
- **Éducation en Seine-Saint-Denis : grèves dans le secondaire**
- **Bernard Thibault au congrès de la FSU : « Pousser plus loin les coopérations »**
- **Pfizer et Wyeth : fusion, les dégraissages en France sur fonds de super profits**
- **Altis Corbeil : un fonds financier américain pourrait reprendre l'entreprise**
- **Mobilité : une enquête sur la mobilité des cadres et leurs déplacements**
- **Retraites en Grèce : appel à une grève nationale dans le secteur privé le 24 février**

ÉDITO

POUR UNE MAISON COMMUNE DES RETRAITES



Dans le débat qui va s'ouvrir sur la réforme des retraites, on sait à l'avance que le manque d'unité des salariés et des organisations syndicales serait un handicap dont Medef et gouvernement ne manqueraient pas de profiter comme ils l'ont déjà fait pour les réformes passées. Que l'on se souvienne en effet: le gouvernement s'est d'abord attaqué aux salariés du privé en 1993, ensuite aux fonctionnaires en 2003, puis aux salariés des régimes spéciaux (Sncf, Ratp, industries électriques et gazières) en 2007. Chaque fois, les intérêts des uns ont été les « otages » de ceux des autres tandis que l'on pressentait bien que ce qui se tramait pour les premiers finirait par tomber sur le coin du nez des suivants. La diversité historiques des régimes souvent présentée comme autant de niches à privilèges indus n'a sans doute pas simplifié la tâche pour solidariser l'ensemble des salariés. C'est pour sortir de cette logique que la CGT a adopté lors de

son dernier congrès la proposition d'une « maison commune » des retraites. Cette maison commune, qui n'a rien à voir avec un régime unique permettrait de solidariser les régimes tels qu'ils sont, avec leurs spécificités, leurs histoires respectives... permettrait de promouvoir un socle commun de droits et de garanties de haut niveau. Il y a bien des domaines dans lesquels des progrès pourraient être réalisés. Citons, par exemple, la validation des années d'études ainsi que des périodes de précarité, qui participe d'une autre approche de la notion de carrière complète et qui pourrait se traduire par une constitution de droits dès l'âge de dix-huit ans pour tous, y compris les étudiants ou les primo-demandeurs d'emploi... La conséquence et c'est bien l'objectif visé, serait l'accès du plus grand nombre, dès soixante ans, à un taux de remplacement d'au moins 75 % du salaire de référence. Voyons bien qu'une telle architecture permettrait de redonner confiance aux jeunes salariés qui sont de plus en plus nombreux à considérer qu'ils n'auront pas de retraite, ou si peu... Cette absence de confiance, qui doit être prise au sérieux parce que susceptible de conduire à une implosion du système. La manière dont les organisations syndicales travailleront sur ce dossier des retraites sera évidemment déterminante, car comme on l'a vu lors des réformes précédentes, la désunion a ouvert un boulevard au gouvernement. Ce lundi, une intersyndicale doit se tenir avec notamment cette question à l'ordre du jour. « *Notamment* » car au delà du rendez-vous 2010, toutes les questions sociales posées par la crise actuelle demeurent et doivent être traitées et si possible dans une démarche unitaire. Elles ne sont d'ailleurs pas déconnectées du dossier des retraites, mais intimement liées puisqu'on ne peut imaginer sauver la répartition solidaire sans une autre politique d'emploi, de salaires par exemple.

Prud'hommes de Châteaudun : le licenciement des premiers salariés de Flextronics jugé irrecevable

Flextronics : les Dunois mobilisés comme jamais

CHATEAUDUN. Salariés, retraités, élus ou administrés, ils étaient 2.000 dans les rues de la ville, samedi, très inquiets et mobilisés face à la menace de disparition de 800 emplois.



Le Conseil des Prud'hommes de Châteaudun (Eure-et-Loir) a déclaré jeudi « irrecevables » les licenciements économiques et les propositions de reclassement formulées par le groupe Flextronics à l'égard des 70 premiers dossiers d'anciens cadres de l'entreprise de Châteaudun, dont l'usine a fermé ses portes en 2008. « La justice a d'abord rejeté le motif économique et a pointé du doigt les modalités de reclassement qui n'étaient pas légales. Elle a aussi reconnu que l'entreprise n'avait pas saisi la commission territoriale de l'emploi en temps et en heure », a déclaré à l'AFP, Yves Benoist, délégué syndical (CGT). L'entreprise a été condamnée à verser aux 70 cadres entre 6 et 24 mois de salaires selon l'ancienneté, soit l'équivalent d'un peu plus de 3 millions d'euros.

Dell Montpellier : les commerciaux rejettent le nouveau calcul de leur salaire

Quelque 130 salariés de l'entreprise Dell à Montpellier se sont rassemblés jeudi pour protester contre un nouveau mode de calcul des salaires des commerciaux mis en place par la direction.

La CGT et FO, à l'origine du mouvement, soulignent que depuis plusieurs semaines la direction de Dell « tente de convaincre les salariés » qu'un nouveau « mode de répartition entre part fixe et part variable de la rémunération devait apporter des avantages pour les salariés ».

Selon la CGT, la protestation est aussi liée à la dégradation des conditions de travail.

Un plan social a été mis en place en 2009 chez Dell avec le départ d'un peu plus de 120 personnes à Montpellier.



Navigants Air France : la compagnie veut économiser 120 millions par an



Air France veut réaliser 120 millions d'économies par an sur son personnel navigant sur le réseau court et moyen-courrier, dont 66 millions sur les pilotes. Ces économies, visées à partir de 2012, entreraient dans le plan dit NEO (« Nouvelle Offre Européenne ») pour redresser l'activité moyen-courrier de la compagnie, concurrencée par les compagnies à bas prix comme la britannique EasyJet ou l'irlandaise Ryanair. Par ailleurs, des économies viseraient aussi le personnel navigant commercial (PNC). Lors d'une réunion le 27 janvier, la direction d'Air France a fait part de son souhait d'économiser 13 millions annuels par la suppression d'un navigant sur les Airbus A319 et 5 millions d'euros par la réduction de l'équipage sur les vols vers Alger, où les effectifs étaient renforcés pour des raisons de sécurité.

Éducation en Seine-Saint-Denis : grèves dans le secondaire

Des enseignants de collèges et lycées de Seine-Saint-Denis, principalement d'Aubervilliers, étaient en grève jeudi, la plupart pour protester contre « la suppression de postes dans l'enseignement ». Par ailleurs, un collège de Montreuil n'accueillait pas les élèves jeudi, demandant un renforcement des personnels chargés de la vie scolaire.

Selon la CGT Educ'Action, un collège de Drancy et un lycée professionnel de Pantin devaient rejoindre le mouvement mardi prochain. « Précarité, suppressions de postes, dégradations des conditions de travail, casse de la formation, ça suffit ! », a lancé la CGT dans un communiqué.



Bernard Thibault au congrès de la FSU : « Pousser plus loin les coopérations »



« La CGT et la FSU se retrouvent dans de nombreux domaines. Nous sommes convenus d'un travail approfondi en commun sur les thèmes que nous ambitionnons de travailler ensemble », a souligné Bernard Thibault qui était l'invité du congrès de la Fédération Syndicale Unitaire à Lille.

CGT et FSU ont tenu un séminaire en novembre sur « l'éducation permanente » et doivent en organiser un autre au mois de mars sur « la petite enfance », a-t-il rappelé. « Y a-t-il davantage à faire entre nos organisations ? Pouvons-nous pousser plus loin nos coopérations, avec l'objectif d'être plus efficaces en étant plus ensemble encore ? C'est à notre sens à la fois souhaitable et possible au vu de nos expériences », a dit le secrétaire général de la CGT. « Sachez que si vous le souhaitez, la CGT sera présente et disponible pour en parler à l'issue de votre congrès », a ajouté Bernard Thibault qui a rejeté « toute idée de meccano syndical à vocation purement électoraliste ».

En réponse, le secrétaire général de la FSU s'est félicité à la tribune de la « qualité » des relations entre CGT et FSU, estimant qu'elle « peut contribuer à notre objectif commun, c'est-à-dire (...) peser sur la situation sociale et dépasser ce qui fait partie des faiblesses du syndicalisme français, en s'appuyant sur ses qualités ». « La FSU sera au rendez-vous de toutes les

réunions interprofessionnelles et nous serons au rendez-vous de l'action et des luttes », a lancé Gérard Aschiéri.

A noter qu'à l'occasion de ce congrès, le secrétaire général de la FSU a passé la main à Bernadette Groison, professeur des écoles âgée de 48 ans.

Pfizer et Wyeth : fusion, les dégraissages en France sur fonds de super profits

Le laboratoire pharmaceutique américain Pfizer a annoncé mercredi avoir lancé un projet de réorganisation en France avec Wyeth, avec qui il a fusionné fin 2009, qui doit déboucher sur un effectif global de 1 386 salariés du fait de suppressions et de créations de postes.

Le plan concerne les fonctions support (finance, ressources humaines, etc.) et les activités commerciales de Pfizer France, Wyeth Pharmaceuticals France et Fort Dodge Santé animale (division vétérinaire de Wyeth) qui totalisent 1 499 postes.

A noter que le numéro un mondial de la pharmacie a publié le même jour des résultats en hausse pour l'ensemble de 2009, avec notamment un bénéfice net presque triplé à 767 millions de dollars au 4^e trimestre après l'absorption de Wyeth.



Altis Corbeil : un fonds financier américain pourrait reprendre l'entreprise

Un projet industriel pour la société Altis (composants électroniques) implantée à Corbeil-Essonnes (Essonne) serait en cours de discussion avec un fonds financier américain, prêt à investir 350 millions d'euros, a affirmé mardi l'Union départementale CGT de l'Essonne qui affirme avoir « rencontré ce fonds financier a deux reprises, en septembre et en décembre. Ce projet est intéressant car il s'agit d'un vrai projet industriel », a souligné, lors d'une conférence de presse, Marc Roumejon, secrétaire général de l'UD CGT de l'Essonne, sans dévoiler le nom du fonds.

Ce fonds financier serait, selon la CGT, prêt à investir 350 millions d'euros, « à condition qu'il y ait un fonds public de même niveau », a encore précisé Marc Roumejon.

La CGT souhaite demander au préfet de l'Essonne l'organisation d'une table ronde à ce sujet, avec la direction d'Altis, les futurs actionnaires, les élus du département et les élus des organisations syndicales.



Mobilité : une enquête sur la mobilité des cadres et leurs déplacements



Selon une étude Ifop parue mardi dernier, une grande majorité de cadres accepterait un poste les obligeant à s'absenter trois jours par mois ou plus (76 %), mais pas à changer de domicile (39 % seraient d'accord).

Environ un sur trois (34 %) déclare effectuer des déplacements professionnels de deux jours ou plus, au moins une fois par trimestre (contre 11 % en moyenne).

Le changement de lieu de travail suite à une mutation ou un nouvel emploi est aussi plus répandu parmi les cadres supérieurs et les professions intermédiaires que la moyenne et davantage chez les hommes que les femmes.

Retraites en Grèce : appel à une grève nationale dans le secteur privé le 24 février

La Confédération des travailleurs de Grèce (600 000 adhérents) a appelé jeudi à une grève nationale de 24 heures dans le secteur privé le 24 février pour protester contre l'annonce surprise faite mardi soir par le Premier ministre Georges Papandréou, d'un allongement de l'âge de la retraite, dans le cadre d'un projet en préparation pour le printemps de réforme du système des retraites.

La presse estimait jeudi que l'annonce de M. Papandréou signifierait probablement un alignement de toute une série de catégories professionnelles bénéficiant de retraites anticipées sur le régime général de retraite à 65 ans.

